

COMMUNIQUÉ de la Gauche Communiste, Écologiste et Citoyenne

Saint-Ouen-sur-Seine, le 25 novembre 2024

CERGY-PONTOISE

AU 18^{ème} JOUR DE GRÈVE, LES POSTURES IRRESPONSABLES D'IDFM ET LACROIX-SAVAC

Il y a 18 jours, après une alarme sociale puis un préavis de grève, les salarié.es de l'exploitant de bus Lacroix-Savac débutaient la grève. Elles et ils dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail depuis l'arrivée du nouvel exploitant, Lacroix-Savac, désigné par Ile-de-France Mobilités. Suivi massivement, ce mouvement social a mis à l'arrêt les lignes de bus desservant l'agglomération de Cergy-Pontoise.

18 jours après le début du mouvement, la situation est au point mort. La direction locale de l'exploitant refuse de s'asseoir à la table des négociations. La semaine dernière, l'arrivée d'un médiateur aurait dû permettre d'entrevoir une solution. Or, la médiation tourne petit à petit à l'échec en raison du refus de négocier de la direction locale de Lacroix-Savac.

Face à cela, Ile-de-France Mobilités – autorité organisatrice des transports – fait l'autruche. Alors qu'elle a choisi de confier l'exploitation de ce réseau à Lacroix-Savac et qu'elle en a fixé le cahier des charges, l'autorité organisatrice refuse d'agir pour répondre aux revendications légitimes des salarié.es (estimées à 2 millions d'euros) et assurer au plus tôt la reprise du service. Elle est pourtant responsable de la mise en concurrence des opérateurs de bus et comptable devant les usagères et usagers et les élu.es.

Devant cette impasse, la menace d'une évacuation des grévistes par les forces de l'ordre est brandie. Nous refusons cette perspective et appelons le Préfet du Val d'Oise à conserver sa posture constructive.

En solidarité avec les grévistes et les usagers, les élu.es du groupe communiste du Conseil régional se sont rendus aux dépôts de bus de Saint-Ouen-L'aumône et de Conflans-Sainte-Honorine. Ils ont également sollicité à plusieurs reprises Valérie Péresse et la Direction générale d'Ile-de-France Mobilités pour que les salarié.es soient reçus. En vain.

Ce mardi, à l'occasion de la séance du Conseil régional, Fabien GUILLAUD-BATAILLE, administrateur d'Ile-de-France Mobilités, posera une question orale sur le sujet à Valérie PÉCRESSE, en espérant qu'elle ne se défasse pas, une nouvelle fois.

Cette situation dont les salarié.es et les usagères et usagers sont les victimes est directement liée à la mise en concurrence et au *dumping* social mis en place par Ile-de-France Mobilités. Ce processus, qui repose sur la casse des prix, est un fiasco. Nous demandons à Valérie PÉCRESSE d'y renoncer.

Céline MALAISÉ

Présidente de La Gauche Communiste, Écologiste et Citoyenne

Contact presse

groupegauchecom.idf@gmail.com

Yoann RISPAL, Directeur de cabinet, 06 27 04 28 45, yoann.rispal@iledefrance.fr